

Résumé Exécutif : Guide de suivi des Transitions Justes

Cadre pour évaluer l'état d'avancement d'une transition juste

TÉLÉCHARGEZ LE GUIDE:

https://climateactiontransparency.org/our-work/icat-toolbox/just-transitions-monitoring-guide/

Points clés

- Il est important de garantir que la transition vers une économie bas carbone et résiliente au climat soit juste. La mise en place d'un cadre de suivi peut favoriser une transition efficace et pérenne.
- Ce guide propose des réflexions pour développer un cadre de suivi des indicateurs sociaux, économiques et environnementaux reflétant l'état de la transition aux niveaux national, infranational et local.
- Une approche basée sur la justice pour suivre les changements sociaux, économiques et environnementaux dans le temps aide à s'assurer que personne ne soit laissé pour compte.
- Les indicateurs liés à une transition juste permettent d'examiner les changements au sein de différents groupes (justice distributive), le niveau d'inclusivité de la transition (justice procédurale) et les efforts visant à corriger les inégalités passées (justice réparatrice).
- Ce guide identifie les étapes que les pays peuvent suivre pour mieux comprendre et surveiller les progrès vers une transition juste, en identifiant des cibles et indicateurs, en collectant et analysant des données et en communiquant les résultats pour étayer les politiques et faciliter une transition juste.

CONTEXTE

Les politiques climatiques peuvent avoir des impacts positifs ou négatifs, intentionnels ou non, sur les plans social, économique et environnemental. Ces impacts pourraient aggraver (ou réduire) les inégalités sociales et économiques existantes. Alors que les pays s'engagent dans une transition vers des économies bascarbone et résilientes au changement climatique et poursuivent des voies de développement conformes à l'objectif de 1,5 °C fixé à Paris, cette transition doit être mise en œuvre de manière juste et inclusive, tout en minimisant les impacts sociaux ou économiques négatifs (CCNUCC 2023). Une transition juste vers la neutralité carbone, comme convenu dans le Pacte climatique de Glasgow, peut corriger et éviter la perpétuation des inégalités sociales, économiques et environnementales (Hickel et Slamersak 2022; CCNUCC 2015, 2022a). Lors de l'abandon des modèles de production conventionnels et non durables, les politiques sociales et économiques peuvent apporter un soutien aux communautés, aux travailleurs, aux groupes vulnérables et aux entreprises touchés par la transition.

A PROPOS DU GUIDE

Cette publication fournit des orientations pour suivre et analyser les changements sociaux, économiques et environnementaux susceptibles de se produire lorsque les pays mettent en œuvre des politiques de transition vers des économies



bas carbone et résilientes au changement climatique. Elle adopte une grille de lecture fondée sur la justice - distributive, procédurale et réparatrice - pour comprendre les changements pour différents groupes. L'identification et le suivi d'indicateurs liés à la justice peuvent fournir des données et des preuves permettant de concevoir des politiques qui favorisent des résultats positifs pour toutes les parties prenantes concernées, minimisent les changements involontaires et indésirables, renforcent la transparence et la redevabilité, instaurent la confiance entre les parties prenantes et facilitent l'accès au financement. Sans suivi de ces indicateurs, les trajectoires de décarbonation risquent de nuire involontairement aux communautés, de perpétuer les inégalités et de déclencher une résistance politique (Robins et Rydge 2019).

Le guide fournit une approche étape par étape pour aider à élaborer un cadre de suivi qui permettra aux gouvernements de suivre l'état d'avancement d'une transition juste. Le suivi des principaux indicateurs sociaux, économiques et environnementaux permet de mettre en évidence les changements au fil du temps et d'évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de transition juste. À l'instar d'un inventaire national des gaz à effet de serre, un cadre de suivi de la transition est un outil utile pour surveiller l'évolution des indicateurs pertinents, mais il ne peut à lui seul expliquer les causes de ces changements. Le présent guide ne fournit pas d'outil d'évaluation des politiques destiné à attribuer les impacts à des politiques spécifiques ; il propose plutôt une méthodologie pour suivre l'état d'avancement d'une transition afin d'éclairer les politiques et les pratiques. Le suivi peut aider à identifier les domaines qui nécessitent une plus grande attention politique lorsque les progrès sont insuffisants, mais il ne permet pas de déterminer comment des politiques spécifiques affectent les populations. Les changements observés peuvent être dus à un large éventail de facteurs, notamment la mise en œuvre de politiques ainsi que des facteurs exogènes. Le guide peut être appliqué à différentes échelles (par exemple, nationale, régionale ou infranationale) et pour suivre différents types de changements sociaux, économiques et environnementaux. Bien que le guide s'inspire principalement des changements sociaux, économiques et environnementaux qui accompagnent les mesures d'atténuation du changement climatique, il peut également être

utilisé pour suivre des changements similaires accompagnant les politiques d'adaptation et de résilience. Le guide a été élaboré à partir des résultats de recherches documentaires, d'entretiens et de consultations, ainsi que des échanges et des enseignements tirés d'initiatives parallèles menées au niveau national pour élaborer des cadres de suivi de la transition au Nigéria et en Afrique du Sud.

Ce guide a été conçu pour les agences gouvernementales et les ministères tels que ceux chargés du développement, de la planification climatique, de la gestion des données et des finances, y compris les juridictions nationales, infranationales, régionales ou locales. Les recommandations et considérations pourraient également être utilisées par les organisations non gouvernementales, les organisations de services communautaires et les institutions financières pour soutenir les efforts de suivi menés par les gouvernements ou mieux s'engager dans le processus de suivi de la transition.

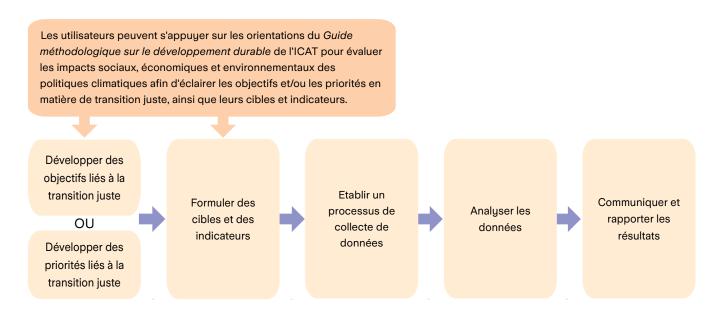
This guide was designed for government agencies and ministries such as those responsible for development, climate planning, data management and finance, including national, subnational, regional or local jurisdictions. The recommendations and considerations could also be used by nongovernmental organisations, community service organizations and financial institutions to support government-led tracking efforts or better engage with the transition monitoring process.

COMPRENDRE LES TRANSITIONS JUSTES

Le chapitre 2 présente le contexte conceptuel des transitions justes et des différents types de justice, et introduit le cadre de suivi comme méthode permettant de suivre les transitions.

Bien qu'il existe plusieurs définitions de la transition juste (Climate Justice Alliance n.d.; Denton et al. 2022; AIE s.d.; OIT 2021b; Just Transition Alliance s.d.), aux fins du présent guide, ce terme désigne la lutte contre le changement climatique de manière équitable et inclusive, en créant des possibilités de travail décent pour tous, en ne laissant personne de côté et en relevant les défis qui se posent au cours du processus grâce à des approches participatives et au dialogue social (OIT 2015, CCNUCC 2023).

Figure ES-1 | Etapes clés du suivi pour une transition juste



Source: Adapté de Kusek et Rist (2004).

Abréviation: ICAT, Initiative pour la Transparence Climatique.

5 ETAPES CLEFS POUR SUIVRE LES TRANSITIONS

Le suivi des transitions justes implique d'utiliser le prisme de la justice pour suivre les changements sociaux, économiques et environnementaux auxquels sont confrontés les communautés, les travailleurs, les populations vulnérables, les entreprises et d'autres groupes. Le guide décrit les étapes suivantes pour le suivi (figure ES-1) :

- Définir des objectifs et/ou des priorités liés à la transition juste.
- 2. Formuler des objectifs et des indicateurs sociaux, économiques et environnementaux clés.
- 3. Mettre en place un processus de collecte de données.
- 4. Analyser les données pour comprendre les tendances et les progrès.
- 5. Communiquer les informations afin de refléter les progrès réalisés.

DEVELOPPER DES OBJECTIFS OU DES PRIORITES

Les utilisateurs doivent établir des objectifs ou des priorités de transition juste en étroite collaboration avec les parties prenantes.

Établir des objectifs: les objectifs sont des déclarations générales de changement en matière de partage équitable des opportunités créées pendant la transition, et de minimisation des changements indésirables sur les plans

social, économique et environnemental. Les objectifs définissent le changement à long terme, qui devrait répondre aux besoins des parties prenantes durant la transition vers une économie bas carbone et résiliente. Les utilisateurs peuvent définir la transition juste en collaboration avec les principales parties prenantes dans le cadre d'un processus inclusif. Il s'agit de déterminer comment les différents groupes peuvent vivre la transition, comment les risques et les opportunités peuvent être répartis et comment les parties prenantes perçoivent et appliquent le concept de justice. Les objectifs peuvent aborder les compromis potentiels et/ou reconnaître et amplifier les opportunités qui devraient être réparties équitablement.

Lorsqu'ils élaborent des objectifs, les utilisateurs doivent privilégier les objectifs axés sur les processus et les résultats. Parmi les exemples d'objectifs axés sur les processus, on peut citer la mise en place de processus transparents pour allouer les ressources aux programmes de transition juste et la conduite de dialogues avec les parties prenantes qui tiennent compte de la dimension de genre. Les objectifs axés sur les résultats pourraient inclure l'amélioration de l'accès à une mobilité zéro carbone dans les communautés historiquement défavorisées et le soutien aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME). D'une manière générale, les objectifs axés sur les processus peuvent être utiles pour traiter la justice procédurale, tandis que les objectifs axés sur les résultats peuvent mieux se prêter à la justice distributive et réparatrice.

Établir des priorités : Les priorités représentent les domaines ayant des impacts pendant la transition vers une économie à bas carbone et résiliente au climat. Le guide recommande de définir les domaines prioritaires en se fondant sur une compréhension des impacts sociaux, économiques et environnementaux des politiques de transition. Cependant, tous les impacts ne peuvent pas être considérés comme « prioritaires ». Ceux qui sont susceptibles d'affecter les communautés ou ceux qui ont une ampleur significative doivent être identifiés comme prioritaires. Les impacts peuvent être identifiés à travers des études d'évaluation, en collaboration avec les parties prenantes. Le Guide méthodologique sur le développement durable de l'ICAT fournit une méthodologie pour évaluer les impacts sur le développement durable (ICAT, 2020b). Étant donné que les priorités sont liées aux impacts, elles ne se prêtent pas nécessairement au type de cadrage axé sur les résultats ou les processus mentionné ci-dessus pour les objectifs.

FORMULER DES CIBLES ET DES INDICATEURS

Les utilisateurs doivent fixer des objectifs ou des priorités et identifier les indicateurs associés afin de suivre les progrès accomplis (Figure ES-2). Si les données ne sont pas disponibles ou si les

Figure ES-2 | Etapes pour définir des cibles et des indicateurs

Formuler des cibles et des indicateurs

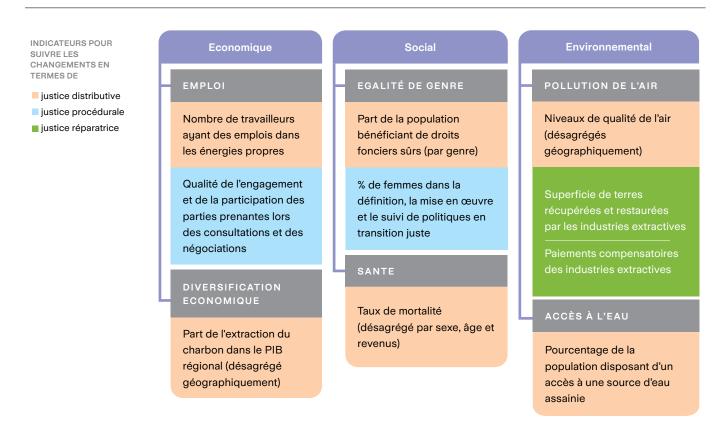
Définir des cibles pour atteindre les objectifs ou les priorités

- Adopter une approche fondée sur la justice pour définir des cibles alignées sur les objectifs ou les priorités
- Utiliser des critères essentiels pour définir les cibles (par exemple, des cibles spécifiques, mesurables, réalisables, pertinentes et assorties d'un calendrier, des cibles alignées sur les politiques, des cibles à moyen et long termes assorties de jalons)

Développer des indicateurs pour suivre les progrès

- Assurer l'alignement avec les cibles
- Capitaliser sur les bonnes pratiques pour définir des indicateurs
- Développer des indicateurs relatifs à la justice distributive, procédurale et réparatrice

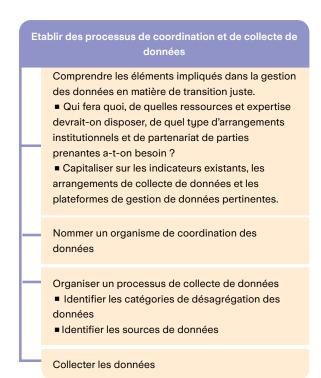
Figure ES-3 | Exemples illustratifs d'indicateurs en matière de transition juste



Source : Adapté de l'ICAT (2020b). Abréviations : PIB, Produit Intérieur Brut. ressources sont limitées, les utilisateurs peuvent choisir de commencer par élaborer des indicateurs, puis de fixer des objectifs. En collaboration avec les parties prenantes, les utilisateurs doivent fixer des objectifs spécifiques, mesurables et assortis d'un calendrier, tels que l'augmentation de 50 % du nombre de MPME fournissant des services d'énergie renouvelable au cours des dix prochaines années. Les objectifs fournissent un point de référence pour suivre les progrès accomplis dans la direction souhaitée.

Les utilisateurs devraient s'efforcer d'identifier les indicateurs existants et, si nécessaire, de nouveaux indicateurs qui reflètent les changements sociaux, économiques et environnementaux en matière de justice distributive, procédurale et réparatrice (Figure ES-3). Afin de suivre les transitions, les utilisateurs devraient inclure des indicateurs qui reflètent à la fois les résultats et les processus d'une transition juste. On peut citer comme exemples le pourcentage total d'emplois à temps plein créés dans les nouvelles industries durables par rapport au nombre total d'emplois, la superficie des terres reboisées/remises en état dans les zones d'extraction du charbon, les investissements dans des programmes de diversification économique dans les régions dépendantes des combustibles fossiles, les partenariats public-privé conclus pour promouvoir des emplois de qualité (par exemple, des emplois syndiqués avec des prestations de santé) dans l'industrie durable et le nombre de

Figure ES-4 | Etapes pour la coordination et la collecte de données



mesures de soutien mises en place pour offrir des possibilités de formation et de reconversion aux travailleurs du secteur des combustibles fossiles. Les indicateurs doivent être clairement définis, pertinents pour le public cible et les décideurs, mesurables et distincts.

Figure ES-5 | Organisme de coordination pour suivre la transition juste

Organisme de coordination (par exemple, bureau national des statistiques, entité infranationale ou sectorielle)

- Comprend des représentants des départements et ministères concernés (par exemple, ministère du travail, agence de protection de l'environnement), des instituts universitaires et techniques, des organismes de recherche, des entreprises et associations sectorielles, des organisations de la société civile et d'autres parties prenantes
- Dispose d'un mandat légal pour planifier, coordonner et gérer tous les aspects du suivi des indicateurs

L'organisme de coordination peut créer des groupes et des comités afin d'assurer certaines fonctions spécifiques

Groupes de travail

Apportent des contributions sur des thèmes spécifiques, tels que l'élaboration de métadonnées pour les indicateurs, l'examen des bases de données existantes et les accords de partage des données

Comité de mise en œuvre ou groupe consultatif

Pour planifier et intégrer la collecte de données sur la transition juste, mobiliser des ressources pour combler les lacunes en matière de données, etc.

ETABLIR UN PROCESSUS DE COLLECTE DE DONNEES

Le guide recommande de mettre en place un processus de gestion et de suivi des données relatives aux indicateurs de transition juste afin de rationaliser la collecte, l'analyse et la communication des informations. Dans la mesure du possible, les utilisateurs devraient s'appuyer sur les processus de suivi existants (figure ES-4). Il est essentiel de désigner un organisme central de coordination (tel qu'un office national de statistique) capable de faciliter l'exécution d'un large éventail de fonctions nécessaires à la collecte des données (figure ES-5). Ces fonctions peuvent aller de l'identification des sources de données pour les indicateurs sociaux, économiques et environnementaux existants et nouveaux, à l'allocation des ressources, en passant par la mise en place d'accords de partage des données et la collecte régulière de données au niveau de désagrégation requis.

ANALYSER LES DONNEES

appliquer pour analyser les données collectées et utiliser des hypothèses cohérentes (Figure ES-6). Les données d'indicateurs peuvent servir à suivre les progrès par rapport aux données historiques ou aux objectifs fixés. Si l'analyse des tendances montre comment les indicateurs évoluent dans le temps, combinée à un objectif, elle permet également d'évaluer les progrès accomplis vers cet objectif. Les séries chronologiques de différents indicateurs peuvent donner lieu à des analyses plus complexes. De même, les indices — qui représentent une compilation d'indicateurs — permettent de communiquer des résultats interconnectés de manière plus accessible pour les parties prenantes, comparativement à l'examen d'indicateurs pris isolément. Les analyses d'indicateurs peuvent orienter des recommandations visant soit à ajuster les politiques climatiques existantes suivies, soit à élaborer de nouvelles interventions (par exemple en lien avec des programmes de reconversion professionnelle, l'accès à l'énergie, l'amélioration des aspects procéduraux, etc.).

Les utilisateurs doivent déterminer la méthode à

Enfin, l'analyse des données peut aussi contribuer à identifier les besoins en financement et en ressources pour atténuer les évolutions négatives observées, ainsi que formuler des recommandations sur l'allocation optimale des fonds afin de maximiser les bénéfices.

Figure ES-6 | Etapes pour analyser les données

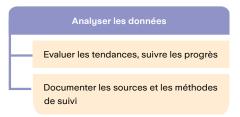
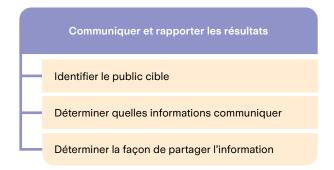


Figure ES-7 | Etapes pour communiquer et rapporter les résultats



COMMUNIQUER ET RAPPORTER LES RESULTATS

La dernière étape consiste à communiquer et à rendre compte des résultats du suivi aux parties prenantes et aux décideurs politiques (Figure ES-7). Les rapports résumant les résultats de l'analyse des données doivent être adaptés aux publics cibles, qui peuvent être nationaux ou internationaux, et comprendre des organismes gouvernementaux ou d'autres parties prenantes. Les utilisateurs doivent inclure des informations suffisantes et pertinentes pour faciliter le suivi de leurs transitions justes. Les rapports nationaux destinés au public peuvent également identifier les possibilités d'amélioration et fournir des informations permettant d'ajuster les stratégies afin de mieux atteindre les objectifs à long terme et/ou les domaines prioritaires. Au niveau international, les informations sur les indicateurs de transition juste pourraient être intégrées aux cadres de rapportage, tels que le Cadre de transparence renforcé et les rapports biennaux sur la transparence de l'Accord de Paris (CCNUCC 2017, 2022b).

Ce guide a été rédigé par Neelam Singh, Chelsea Gómez, Cynthia Elliott, Mikayla Pellerin, Ginette Walls et Mario Julien Díaz. Tous les auteurs sont membres du World Resources Institute (WRI). Il a été préparé sous la direction de Hannah Swee, Henning Wuester et Oleg Bulanyi du Secrétariat de l'ICAT.

Références

AIE (Agence internationale de l'énergie) (2021). (n.d.b). Transitions énergétiques propres centrées sur les personnes. https://www.iea.org/programmes/people-centred-clean-energy-transitions.

CCNUCC (Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques) (2015). Accord de Paris. New York: Nations Unies. Disponible à l'adresse https://unfccc.int/sites/default/files/english-paris-agreement.pdf.

----- (2017). Rapport technique actualisé du Groupe consultatif d'experts sur les communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention sur les problèmes, les contraintes, les enseignements tirés et les meilleures pratiques dans la préparation des communications nationales et des rapports biennaux actualisés. Bonn : Secrétariat de la CCNUCC. Disponible à l'adresse https://unfccc.int/documents/28250.

----- (2022c). Manuel de référence pour le cadre de transparence renforcé au titre de l'Accord de Paris. Bonn : Secrétariat de la CCNUCC. Disponible à l'adresse https://unfccc.int/sites/default/files/resource/v2 ETFreferencemanual.pdf.

----- (2022d). Rapport de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris sur le climat, tenue à Glasgow du 31 octobre au 13 novembre 2021 : décisions adoptées par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris sur le climat. Bonn : Secrétariat de la CCNUCC. Disponible à l'adresse https://unfccc.int/sites/default/files/resource/cma2021_10_add1_adv.pdf.

----- (2023). Programme de travail sur les voies d'une transition juste visé dans les paragraphes réalistes de la décision 1/CMA.4 : projet de décision -/CMA.5. Disponible à l'adresse https://unfccc.int/sites/default/files/resource/cma2023 L14E.pdf.

Climate Justice Alliance (s.d.). Just transition: a framework for change. Disponible à l'adresse https://climatejusticealliance.org/just-transition/.

Denton, Fatima, et autres (2022). Accélérer la transition dans le contexte du développement durable. Dans Climate Change 2022: Mitigation of Climate Change. Contribution du Groupe de travail III au sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, P.R. Shukla, et autres, éd. Cambridge et New York: Cambridge University Press. Disponible à l'adresse https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg3/downloads/report/IPCC_AR6_WGIII_Chapter17.pdf.

Galanis, Giorgos, et al. (2025). Définir la Transition Juste. *Ecological Economics*, vol. 227 (Janvier). Disponible à l'adresse : https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2024.108370.

Hickel, Jason, et Aljosa Slamersak (2022). Les scénarios existants d'atténuation du changement climatique perpétuent les inégalités coloniales. Lancet Planetary Health, vol. 6, n° 7, pp. e628-31. Disponible à l'adresse https://doi.org/10.1016/S2542-5196(22)00092-4.

ICAT (Initiative for Climate Action Transparency) (2020b). Guide méthodologique sur le développement durable : évaluer les impacts environnementaux, sociaux et économiques des politiques et des actions. Washington, D.C. : World Resources Institute ; Copenhague : Programme des Nations Unies pour l'environnement – Partenariat avec l'Université technique du Danemark ; Bonn : ICAT. Disponible à l'adresse https://climateactiontransparency.org/wp-content/uploads/2025/06/ICAT-Guide-developpement-durable.pdf

Just Transition Alliance (n.d.). Principes de la Just Transition Alliance. Disponible à l'adresse https://jtalliance.org/what-isjust-transition/.

Kusek, Jody Zall et Ray C. Rist (2004). Dix étapes vers un système de suivi et d'évaluation axé sur les résultats : un manuel à l'intention des praticiens du développement. Washington, D.C. : Banque mondiale. Disponible à l'adresse https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/14926/296720PAPER0100steps.pdf?sequence=1&isAllowed=y.

Min, Ze Yar (2022). Commissions régionales des Nations unies : désagrégation des données et données inclusives. Bonnes pratiques en matière de ODD (blog), Wiki des statistiques des Nations unies. Disponible à l'adresse https://unstats.un.org/wiki/display/sdgGoodPractices/UN+regional+commissions%3A+
Data+disaggregation+and+inclusive+data.

OIT (Organisation internationale du travail) (2015). Lignes directrices pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous. Genève. Disponible à l'adresse https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_ent/documents/publication/wcms_432859.pdf.

----- (2021). Foire aux questions sur la transition juste, 22 octobre. Disponible à l'adresse http://www.ilo.org/global/topics/green-jobs/WCMS 824102/ lang--en/index.htm.

Robins, Nick, et James Rydge (2019. Pourquoi une transition juste est essentielle pour une action climatique efficace. Londres, Royaume-Uni: Vivid Economics et Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment.

